



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

UNE NOUVELLE DIPLOMATIE TURQUE

Présentation critique de la doctrine Davutoğlu

à partir de son livre, *Profondeur stratégique*, et de quelques autres textes

PAR GÉRARD GROC

*Chercheur associé à l'IREMAM/CNRS, spécialiste de la Turquie contemporaine,
chargé de cours à l'IEP et à la Faculté de Lettres d'Aix-en-Provence*

8 décembre 2011

Policy Paper

Le Policy Paper que nous propose Gérard Groc est important. C'est en effet la première fois que le livre du ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, intitulé Profondeur stratégique, est l'objet d'une présentation complète en langue française. Le livre lui-même n'ayant pas été à ce jour traduit en français, cette présentation sera donc utile à toutes celles et tous ceux qui s'intéressent à la Turquie et aux évolutions récentes de sa politique extérieure. Nous en remercions chaleureusement l'auteur.

Didier Billion

UNE NOUVELLE DIPLOMATIE TURQUE

Présentation critique de la doctrine Davutoğlu à partir de son livre, *Profondeur stratégique*, et de quelques autres textes

Gérard GROC / Chercheur associé à l'IREMAM/CNRS, spécialiste de la Turquie contemporaine, chargé de cours à l'IEP et à la Faculté de Lettres d'Aix-en-Provence

« Croyez-moi, aujourd'hui Istanbul a remporté une victoire, mais c'est aussi une victoire pour Sarajevo, pour Izmir comme pour Beyrouth, une victoire pour Ankara comme pour Damas ; une victoire pour Diyarbakir comme pour Ramallah, Naplouse, Jénine, pour la Cisjordanie, pour Jérusalem et pour Gaza. Aujourd'hui, c'est la victoire de la Turquie et du Moyen-Orient, du Caucase et de l'Europe. Aujourd'hui, c'est la victoire de la démocratie, de la liberté, de la paix, de la justice et de la stabilité ... »

Extrait du « Discours du balcon » de R. T. Erdoğan, au soir de la victoire électorale du 12 juin 2011.

INTRODUCTION

Depuis quelques années, la diplomatie turque acquiert un retentissement particulier, fait à la fois d'une série d'événements, de scoops qui ont peu à peu marqué l'actualité et lui ont donné une réputation nouvelle, principalement au Proche-Orient.

On constate, en effet, surtout dans cette région du monde, entre la Turquie et certains interlocuteurs arabes, proches voisins ou non, l'apparition d'un lien fondé sur un essor de popularité. Celui-ci a été obtenu principalement à partir d'une posture critique de la Turquie envers Israël, posture suggérant une certaine constance, depuis les critiques publiques face à l'engagement israélien à Gaza (opération *Plomb durci*) fin 2008 et l'interpellation de Shimon Peres par le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan à Davos (en janvier 2009), jusqu'à la fameuse mission du *Mavi Marmara* vers la Palestine et son issue mortelle fin mai 2010. Entre-temps, Ankara s'illustrait par son soutien affiché, avec le Brésil, accordé au développement du nucléaire civil en Iran (17 mai 2010) pour lequel elle osait un vote négatif au Conseil de Sécurité de l'ONU (9 juin 2010) dont la Turquie est membre temporaire. L'opinion publique arabe réagit, semble-t-il, à un parler fort, à une capacité d'initiative

auparavant inusitée de la part de la Turquie et rare en cette période de mutisme des « grands », à propos du point « chaud » proche-oriental.

Cette audace fait d'autant plus mouche qu'elle s'inscrit plus largement dans une évolution politique et économique assez satisfaisante pour la Turquie, de mieux en mieux reconnue sur le plan international, et qui donne une plus grande épaisseur à ces « gestes » jusqu'à en faire « l'aboutissement » d'une mutation plus fondamentale : ce pays acquerrait de mieux en mieux les bases d'une plus grande autonomie et s'emploierait désormais à le faire savoir¹. Et l'on établit alors le lien avec un épisode plus ancien : le refus du parlement turc opposé dès mars 2003 au passage des troupes américaines, en quête d'un deuxième front par le nord contre Saddam Hussein.

Enfin, ce double constat coïncide avec une politique turque plus récente de resserrement des liens avec ses voisins arabo-musulmans, sous-tendue par une large élaboration diplomatique d'autant plus spectaculaire qu'elle se traduit non seulement par des contacts « sulfureux » pris par exemple avec le Hamas mais aussi par des réconciliations inattendues (avec la Syrie) et des médiations inédites (entreprises entre Syrie et Israël, entre l'Iran et les États-Unis voire au Liban), alors qu'il y a peu, on restait encore dans l'idée d'une Turquie alignée sur les États-Unis, en désir d'Europe et alliée à Israël par un traité conclu en 1996. Aujourd'hui, cette politique de resserrement a des résultats concrets d'ouverture de l'espace proche-oriental à la circulation des biens mais aussi des personnes (suppression des visas), qui s'annonce ambitieuse et se veut fédératrice. Ainsi, non seulement, la Turquie devient de plus en plus présente mais elle n'hésite à pas se poser elle-même comme un initiateur voire comme un modèle².

Cette projection d'une nouvelle diplomatie, si elle rebondit sur une actualité savamment orchestrée, apparaît aussi très liée à l'homme qui, depuis un certain temps, l'a théorisée, l'a modelée tout au long de nombreux essais, articles, et qui a circonscrit son propos dans le cadre d'une vaste réflexion en termes de géostratégie. Avant d'être un homme politique, Ahmet Davutoğlu est un universitaire, issu non pas de l'élite occidentalisée istambouliote mais de la ville religieuse anatolienne de Konya, devenu néanmoins spécialiste des relations internationales³ après avoir fait sa scolarité dans un lycée allemand, *Istanbul Erkek Lisesi*, puis avoir été diplômé d'économie et de science politique dans la

¹ « Ortadoğu'da Türkiye Algısı - 2010 », [La perception de la Turquie au Moyen-Orient - 2010], *Tesev Dış Politika Programı* [Programme de politique étrangère de TESEV], Istanbul, 2 fév. 2011, TESEV Yayınları.

² « De façon significative, Recep Tayyip Erdoğan n'a cessé d'être primé dans le monde arabe, au cours de l'année écoulée : prix du roi Fayçal en Arabie saoudite, prix de l'Union des Banques arabes du Liban, prix Khadafi en Libye, désignation comme personnalité de l'année par CNN Arabe à Dubaï » in « 2010 : le bilan de la politique étrangère turque », *Observatoire de la Vie Politique Turque*, site <http://ovipot.hypothese.org>, du 25 fév. 2011.

³ L'universitaire H. Bağcı le dit même représentant de l'école réaliste, voir H. Bağcı, „Vermittler mit Vertrauensbonus“, 2008, <http://de.qantara.de>

prestigieuse et anglophone Université du Bosphore. Il a ensuite enseigné en Malaisie puis, de retour en Turquie, à l'Université de Marmara. Il parle couramment l'anglais mais aussi l'arabe, pour avoir séjourné en Arabie saoudite. Sa réflexion, vaste et structurée, se réclame souvent de la rigueur méthodologique. Elle tient largement compte de la littérature occidentale, scientifique et philosophique, sur la question et s'inscrit donc dans une chaîne de pensée. D'ailleurs, l'intelligibilité de sa pensée, surtout en Occident, est une des sources de son succès, au point que la revue américaine *Foreign Policy* le rangea en décembre 2010 au 7^e rang parmi les 100 penseurs les plus importants sur le plan international actuel (*The Foreign Policy Top 100 Global Thinkers*).

Ce qui caractérise cette production intellectuelle est la volonté d'apparaître comme une pensée visionnaire, dans un système complet, articulé, constructif et pourvu d'un ample appareil bibliographique. Il y a là un discours cohérent, répété dans de nombreux forums, en des termes semblables. Si A. Davutoğlu dirige la diplomatie turque depuis mai 2009, il l'inspire en fait depuis 2003, étant depuis cette date le conseiller diplomatique du Premier ministre. Et il est intéressant de noter que sa promotion correspond aux tensions avec Israël issues de l'opération *Plomb durci*, du fameux « *One minute...* » de Recep Tayyip Erdoğan apostrophant Shimon Peres à Davos et donc à une situation d'impasse croissante de la Palestine. Faut-il y voir aussi un signe adressé à l'UE et plus globalement aux Occidentaux ?

Le slogan le plus connu de la diplomatie de A. Davutoğlu est l'option dite « zéro problème avec nos voisins ». En fait celle-ci s'inscrit dans une conception plus large, dont elle est une des conclusions, celle de profondeur stratégique⁴ qui signifie un élargissement systématique des paramètres définissant l'option diplomatique, pour la positionner dans un monde désormais « global », marqué par un changement déterminant, celui de la fin de la Guerre froide. Deux motifs semblent lier la pensée de A. Davutoğlu. D'abord le fait que la Guerre froide a placé la Turquie en porte-à-faux par rapport à tous ses voisins immédiats avec lesquels elle a fini par avoir de mauvaises relations, que ce soit avec des voisins appartenant au camp allié occidental, comme la Grèce, ou des voisins arabes qui avaient dans l'ensemble gagné le camp soviétique. Avec l'URSS, les relations furent variables sur un fond d'hostilité permanente bien qu'avec certaines périodes de rémission. Avec les États-Unis, les relations furent aussi loin d'être sereines même si l'alliance tint bon. Cet état des choses est, pour A. Davutoğlu, un illogisme auquel il faut remédier.

La deuxième considération est la production intellectuelle occidentale marquant la fin de la Guerre froide, que signent les deux noms de Fukuyama⁵ et de Huntington⁶, lesquels prônent ou bien

⁴ A. Davutoğlu, *Stratejik Derinlik*, Istanbul, Küre Yay. 2001.

⁵ F. Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, New York, The Free Press, 1992.

⁶ S. Huntington, "The Clash of Civilizations", *Foreign Affairs*, n° 72, été 1993, pp. 22-49.

l'avènement irréversible de valeurs universelles que seules les pays occidentaux possèderaient complètement ou bien un clash des civilisations au sein duquel la civilisation occidentale et ses valeurs se verraient menacées par des remontées culturalistes, des irrédentismes incapables d'accéder à l'universalité et devenant de ce fait des obstacles concrets à l'évolution.

Notre intention, dans cette lecture critique, est de présenter les ressorts principaux de cette inflexion diplomatique et d'en énumérer les axes et les arguments dominants pour mieux contextualiser l'évolution constatée, car il y a actuellement de la part de la Turquie la mise en place volontaire de nouveaux paradigmes, pour mieux ancrer ce pays dans l'évolution mondiale. Notre présentation se fera en deux parties : d'abord, l'exposition d'une réflexion en termes géostratégiques et les conséquences concrètes qui en résultent ; puis, dans un deuxième temps, nous exposerons un autre aspect plus philosophique de la pensée de A. Davutoğlu, lequel cherche à fonder une différenciation entre pensée islamique et pensée chrétienne, ce qui *in fine* procure un éclairage supplémentaire sur les choix qui s'offrent à la Turquie et à ses dirigeants.

1 – L'APPROCHE GEOSTRATEGIQUE

a – La fin du bipolaire

Citant Bismarck pour souligner que la géographie est la seule constante en politique étrangère, A. Davutoğlu reprend les grands termes d'analyses faites aux XIX^e et XX^e siècles à partir de considérations géostratégiques, indiquant immédiatement le lien qui s'est tissé entre les théories géopolitiques et la stratégie des puissances hégémoniques⁷.

Se référant à plusieurs théories, et d'abord à celle de l'amiral Mahan, il distingue deux formations hégémoniques concurrentes, celle des puissances maritimes, au premier rang desquelles la Grande-Bretagne puis les États-Unis, dont le but est d'entretenir une fluidité des mouvements et des passages pour leurs flottes ainsi que de sanctuariser leurs centres en privilégiant des alliances lointaines et des conflits éloignés ; et celle du *heartland*, dénomination développée à l'origine à propos de l'Allemagne, qui fait d'une zone continentale eurasiatique, une zone pivot, source possible, dans son étendue, d'un pouvoir hégémonique sur le monde à partir d'une forteresse continentale inaccessible aux puissances maritimes. Pour MacKinder, auteur de cette théorie, celui qui commande l'Europe orientale commande le *heartland* et, de là, commande « l'île-monde » et donc le monde. Ainsi, l'on s'employa, au lendemain de la Première Guerre mondiale à séparer l'Allemagne de la Russie par des États tampons pour ôter à son appétit de puissance la continuité continentale ainsi entrevue.

Au fil du XX^e siècle, la thèse évolua, le centre de la puissance continentale se déplaça vers l'URSS jusqu'à englober l'Asie centrale. La configuration extrême de cette puissance continentale fut l'alliance trans-continentale, au début de la Seconde Guerre mondiale, entre l'Allemagne, l'URSS et le Japon⁸. Seule l'attaque surprise de l'URSS par Hitler, en juillet 1941, évita ce scénario.

Ces considérations ont continué d'inspirer les évolutions d'après-guerre dans un monde devenant bipolaire, avec toutefois l'apport d'une modification importante : l'idée de Nicholas Spykman (1944) selon laquelle la source de puissance serait en fait moins dans le *heartland* que dans le contrôle d'un croissant périphérique sis autour de lui, dénommé le *rimland*, composé d'une ceinture de terres fermes doublée d'archipels voire d'îles – et donc pourvue de voies stratégiques – qui permettrait

⁷ A. Davutoğlu, "The Clash of Interests: An Explanation of the World (Dis)order" *Journal of Foreign Affairs*, dec. 1997-feb. 1998, vol. 2, n° 4.

⁸ Le théoricien allemand K. Hausoffer anticipait même, à partir de ces considérations, une division future du monde en trois zones de pouvoir régionales centrées sur l'Europe, le Japon et une zone anglo-américaine, chacune d'elles augmentée, en termes de géopolitique et de géo-économie, de périphéries respectives, Afrique et Inde pour l'Europe, Asie orientale et sud-orientale autour du Japon et latino-américaine pour les États-Unis.

ainsi sa neutralisation. C'est de là qu'émane l'idée du *containment*, du maillage de protection tressé après 1945 autour de l'URSS et de ses satellites, que des alliances successives, CENTO, SEATO à la suite du dispositif atlantique nord NATO, mirent peu à peu en place jusqu'à englober les Philippines et la Nouvelle-Zélande⁹. Et A. Davutoğlu note que c'est dans ce *rimland* qu'eurent lieu de nombreux conflits de l'après-guerre, sans toutefois que les deux puissances ne s'agressent directement. Il précise à ce sujet que les États-Unis malgré leur supériorité nucléaire, ont préféré mener des conflits de basse intensité (*low intensity conflicts*) et signale que 60 % d'entre eux ont concerné ce *rimland*, à différentes longitudes (Proche-Orient, Asie du Sud-Est et Europe de l'Est). Il y a donc bien eu une rationalité géopolitique derrière les épisodes de la Guerre froide qui conduisit peu ou prou à une balance de puissance entre un « monde maritime dépendant du commerce » et un « pouvoir européen continental » et, en conséquence, à une relative stabilité qui ne fut entamée que lorsqu'une des super-puissances voulut contrôler des points de choc géopolitique (*geopolitical choke points*) : la Corée, les Caraïbes lors de l'affaire de Cuba, le Vietnam et plus tard l'Afghanistan où l'URSS finit d'ailleurs par succomber.

Mais ce schéma bascule avec l'implosion de l'Union soviétique et c'est alors que, Fukuyama et Huntington à l'appui, les États-Unis, et le monde occidental à leur suite, veulent ériger, fondé sur l'avènement de valeurs universelles et sur l'idée que le fait « culturel » y apparaisse comme un obstacle à la démocratisation, un nouvel ordre mondial leur donnant peu ou prou, à travers l'apanage des catégories politiques, le contrôle des équilibres internationaux : ce qu'ils définissent à l'occasion de la guerre du Golfe (1991) et de l'intervention en Bosnie (1993)¹⁰. Ce qui s'avère, de la part des Occidentaux, la recherche indirecte d'un monopole stratégique va jusqu'à infléchir les décisions de l'ONU selon leur propre volonté, décrédibilisant aussi cette institution, particulièrement à propos de la Bosnie. Ici, A. Davutoğlu pointe ce défaut du dispositif international mis en place par l'Occident qu'il nomme le « double standard » à savoir sa manipulation possible des grands principes universels dont il exige pourtant la reconnaissance et le respect par les autres. Aux antipodes de ces théories, les crises des années 1990 sont au contraire le révélateur du fait que « l'ordre » mondial,

⁹ « Ratzel et Hausoffner sont obnubilés par le *Lebensraum* à une période où le Reich allemand a besoin d'asseoir sa puissance en jouant d'une définition culturelle herdérienne de la nation. Il faut envisager d'étendre sa puissance vers l'Est parce que l'opération coloniale ne lui a pas profité. Mahan, MacKinder et Spykman valorisent le vecteur "mer" pour donner à l'expansionnisme britannique et à sa politique de "marches" maritimes – Gibraltar, Chypre, Aden, Dubaï, Singapour – une justification. Le concept de pivot stratégique, qui est le cœur de la démonstration mackinderienne, provient également d'une hantise ancienne, celle d'une union possible de l'Allemagne et de la Russie. Les géopoliticiens anglo-saxons sont donc hantés par cette Eurasie, ce *heartland* parce qu'il menace l'hégémonie britannique puis américaine. » in K. Gabriel-Oyhamburu, « Le retour d'une géopolitique des ressources », *L'Espace politique*, Revue on-line, vol.3 dec. 2010, « Les théories de la Géopolitique », p. 5.

¹⁰ Même argument développé par A. Davutoğlu pour une autre période: "Immediately after the attacks [the sept. 11, 2001], the United States began attempting to establish an international order based on security discourse, thus replacing the liberty discourse that emerged after the collapse of the Berlin Wall. It is in this context that the invasions of Afghanistan and Iraq can best be understood. The intent was to transform an unstable international environment by targeting crisis-prone zones that were considered to be source of insecurity. But in the process, predictions about the end of history and the expansion of civil rights and liberties have been largely lost their appeal", A. Davutoğlu, "Turkey's Zero-Problems Foreign Policy", 20 mai 2010, http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/05/20/turkeys_zero_problems_foreign_policy

loin de se pacifier et s'ordonner à partir de principes universels, devient de plus en plus conflictuel à partir d'une recrudescence de revendications « culturelles », identitaires et locales (Balkans, Caucase, Asie centrale), où les États-Unis prennent par ailleurs conscience de la fin de leur prééminence économique. Dans les années 1990, le monde passe peu à peu d'une stabilité stratégique bipolaire à une structure multi-polaire de concurrence où différentes revendications sortent du boisseau qui les contenait et où des puissances régionales d'inégale dimension profitent aussi du vide créé par la disparition des supergrands pour exacerber, au mépris de tout, leurs propres intérêts et tenter l'aventure de la conquête ou de la main-mise, comme la Serbie, l'Iran, l'Irak de Saddam etc.

Plus précisément, A. Davutoğlu fait le constat que c'est aussi dans les zones de passage du *heartland* au *rimland* (routes, voies d'eau, voies commerciales, frontières juridiques, ethniques, lignes stratégiques, points d'intersection, bassins) qu'ont lieu la plupart de ces conflits d'après-Guerre froide, et il identifie trois zones caractéristiques de ces tensions : l'Europe de l'Est avec les Balkans, le Caucase et l'Asie Centrale.

Pour l'Europe, les tensions se manifestent très tôt autour des passages vers la Baltique et des États baltes mais c'est surtout vers la Méditerranée que les tensions retiennent l'attention : entre Croatie, Serbie et Bosnie d'une part, entre Serbie, Kosovo et Macédoine de l'autre, dans les Carpates entre Roumanie et Hongrie, à propos de la Bessarabie entre Moldavie, Roumanie et Russie, qui sont des zones de contestation d'hégémonie mais aussi de sortie du *heartland* et de passage vers des mers chaudes.

La région caucasienne, pour sa part, est largement entendue de la mer Noire au Golfe persique, dans toutes les routes d'accès aux mers chaudes du sud. Là, le vide laissé par la disparition d'un contrôle bilatéral très strict (la frontière soviétique elle-même) favorise une foule de conflits de nature et de dimensions différentes, déclenche des appétits concurrents, autour de sources d'énergie importantes, qui dégèrent en conflits armés et meurtriers qu'aucun « ordre » quelconque ne vient plus contenir. A. Davutoğlu signale pour cette aire deux dérèglements déterminants, d'abord la révolution iranienne en 1979 puis la disparition du contrôle soviétique (début des années 1990) qui libèrent des appétits désordonnés devenant bientôt irrépressibles. Et l'auteur de noter que là où, dans la première « guerre du Golfe » oubliée des années 1980, les Occidentaux soutenaient l'Irak de Saddam contre l'Iran, ils profitent de l'assaut de l'Irak contre le Koweït en 1991 pour renverser leurs positions et tenter d'asseoir un contrôle plus large sur cette région riche en énergie, à travers leur intervention collective de la seconde guerre du Golfe, prolongée ensuite par l'intervention américaine en Irak (tentative qui créa plus de problèmes qu'elle n'en résolut), en projection d'un Grand Moyen-Orient qu'ils veulent recomposer. En regard de cette région, l'analyse de A. Davutoğlu mentionne aussi l'énorme décalage entre des découpages territoriaux reconnus internationalement

et la réalité d'une répartition ethnique, culturelle et confessionnelle extrêmement complexe. Ceci est un facteur aggravant, d'un Irak divisé entre trois blocs à une mosaïque caucasienne parcourue de revendications identitaires et confessionnelles, en passant par le Haut-Karabagh disputé entre Arménie et Azerbaïdjan et une revendication kurde qui, pour sa part, déborde largement du tracé des frontières nominales ; dans ces cas aucun mécanisme ne prévaut pour un quelconque règlement d'autant que les appétits concurrents des anciennes grandes puissances « systémiques », États-Unis et Russie, bloquent parfois elles-mêmes l'émergence de solutions locales comme en Israël ou dans le Caucase.

La troisième région est l'Asie centrale où le « Grand Jeu » de Kipling formalisa très tôt l'affrontement entre les intérêts des puissances commerciales maritimes et des pouvoirs continentaux eurasiatiques. Aujourd'hui, elle est en outre bordée par des puissances émergentes et peuplées comme la Chine, l'Inde et le Pakistan qu'allèchent diversement les richesses énergétiques et minières de cette vaste région. L'affrontement, fixé d'abord autour de l'Afghanistan, s'est peu à peu démultiplié en une série de conflits localisés touchant autant à des intérêts globaux que locaux (Tadjikistan, Ouzbékistan, Cachemire, provinces ouïgoures de l'ouest chinois) dont l'absence de régulation internationale nourrit l'âpreté.

Il y a donc accumulation, sur ce *rimland*, de trois types de conflits : ceux qui ont mis et mettent encore aujourd'hui en concurrence deux grands blocs, maritime ou continental, ou deux super-puissances, lesquelles ont élaboré des stratégies au mieux de leurs intérêts et tentent aujourd'hui d'en sauvegarder voire d'en augmenter les avantages. Elles n'ont donc pas forcément envie de voir évoluer les règles du jeu. Puis il y a ceux qui, internes à chaque bloc, sont issus de tensions entre un centre hégémonique et ses périphéries, faites de revendications économiques ou identitaires – parfois reprises d'un temps plus ancien – et révèlent des fêlures internes dont l'autre camp tente bien-sûr de tirer profit. Il y a enfin des conflits plus récents, issus d'un vide laissé, à la suite de la disparition de l'URSS, par la levée d'une concurrence vigilante entre les deux puissances et du désengagement qui s'en est suivi et dont profitent alors des puissances moyennes, misant sur leur impunité.

Et A. Davutoğlu note que, dans ce schéma, l'islam joue un rôle important, soit qu'il ait été depuis longtemps le support de revendications internes (par exemple les républiques de l'Asie centrale) qui ont débouché sur des indépendances, soit qu'il soit souvent partie prenante à des rivalités géopolitiques majeures (antagonisme israélo-arabe, dispute du Cachemire, indirectement à Chypre), soit qu'il devienne le porteur plus récent de revendications identitaires, ce qu'il nomme des « identités authentiques », qui ouvrent vers de nouveaux partages de souveraineté dans des espaces en redéfinition territoriale et politique. Cette dernière considération nous ramène à Huntington car,

dans un contexte de revivalisme civilisationnel et de croissance de la compétition stratégique, le monde musulman animé dans son ensemble d'une dynamique nouvelle et extensive, devient un point focal des relations internationales que marquent, sur ses marges, des affrontements souvent interculturels ou interconfessionnels (Inde/Pakistan, Serbie/Bosnie, Israël/Palestine, Philippines etc).

Néanmoins, qu'est-ce qui justifie que, pour Huntington et les géostratèges héritiers de l'ordre bipolaire, l'islam se retrouve promu au rang d'adversaire principal, quasi exclusif ? A. Davutoğlu argumente d'abord que le monde musulman en tant que tel, trop hétérogène, n'est pas objectivement un véritable challenger de la puissance occidentale, ni du point de vue économique ni stratégique, qu'il n'a pas la capacité de devenir hégémonique et ne paraît pas avoir l'envie de s'ériger en compétiteur « anti-systémique ». D'ailleurs, l'auteur note que l'intérêt des Occidentaux pour les pays musulmans varie selon qu'ils sont ou non susceptibles d'être des puissances régionales ; il en induit que leur importance relève d'abord d'une évaluation géostratégique.

En revanche, il avance un argument explicatif global, à savoir que, pour beaucoup, ces pays musulmans se situent en fait sur les lieux vitaux entre le *heartland* et le *rimland*, à l'intersection entre les flux est-ouest et les voies de passages nord-sud en recherche d'accès aux mers chaudes. Or, c'est là que le continental et le maritime, en bordure l'un de l'autre, ont affiché leur rivalité et leurs vulnérabilités d'autant plus que les logiques « systémiques » de chaque camp (États-Unis et Royaume-Uni d'un côté, Allemagne ou Russie de l'autre) se sont confinées dans un registre rigide de « face à face », induisant certes une balance géostratégique durable, mais sans avoir pu évoluer ni produire des avancées, et sans avoir su éviter les tensions internes au sein de leurs blocs respectifs, entre un centre hégémonique et ses propres périphéries, souvent musulmanes. Et, aujourd'hui, délivrés de leur ancienne tutelle et fonctionnant sur un autre lien, les pays musulmans peuvent casser les règles de cette rivalité géostratégique, enjamber désormais une bipolarité révolue et favoriser des liaisons fructueuses par dessus une frontière qui ne les concerne plus directement ; ils peuvent en outre associer les deux dimensions continentale et maritime et établir un contrôle ou une coopération stratégique sur les points cruciaux du *rimland*, d'est en ouest ainsi que sur les principaux passages nord-sud du *heartland* au *rimland*. De fait, beaucoup d'archipels ou de presqu'îles qui permettent le passage aux océans sont musulmans (Chypre, Sumatra, Java, Bornéo, Mindanao), mais la revendication identitaire en souligne aujourd'hui mieux le lien. Des 16 « points de choc » qui relient les mers chaudes entre elles, A. Davutoğlu compte huit détroits sous plein contrôle musulman et d'autres sous contrôle mixte (Gibraltar). Ces avantages sont aujourd'hui de surcroît sous-tendus par la disposition de ressources géo-économiques nombreuses (pétrole, gaz, métaux ferreux et non-ferreux etc.) et le ministre signale que globalement l'implosion du monde soviétique a contribué à la multiplication des unités de pouvoir musulmanes : accession à l'indépendance de

nombreux zones du *heartland* musulmanes, passage à un contrôle musulman d'un nombre accru de voies d'accès du *heartland* au *rimland*, proximité plus grande, dans les Balkans, des musulmans envers l'Europe, appropriations plus nombreuses *via* les indépendances de ressources naturelles voire, avec le Kazakhstan, l'accession au rang de puissance nucléaire. Tout cela confère une capacité multidimensionnelle nouvelle au monde musulman (lequel, sous la plume de A. Davutoğlu, n'est d'ailleurs plus ni exclusivement ni majoritairement arabe), lui ouvre une gestion plus libre des frontières géostratégiques anciennes et lui permet de fédérer des forces souvent développées en termes de revendications identitaires portées par l'islam qui n'étaient de fait liées qu'au « système » de chacune des puissances hégémoniques.

Et le raisonnement finit d'inventorier l'intentionnalité des stratèges occidentaux vis à vis du monde islamique. Trois réponses leur sont possibles. Ou bien soutenir, dans les pays musulmans, les modes de pouvoir oppressifs et autoritaires, en contradiction flagrante mais illustrative avec leurs proclamations universalistes : c'est un raisonnement qui fait florès à l'occasion des révolutions arabes actuelles, mais A. Davutoğlu en signale déjà l'application lors de la prise de pouvoir des militaires en Algérie en 1991, après des élections libres et démocratiques qui avaient donné la victoire au FIS islamiste. Il souligne alors le paradoxe qui départagea un processus répressif en Algérie qui n'a pas été condamné par l'ONU – parce qu'il réprimait l'islam politique – et une forte condamnation au nom du droit international d'un processus similaire en Haïti, mettant en relief l'articulation délicate des Occidentaux entre les valeurs qu'ils prônent et leurs intérêts lorsque des pays musulmans sont en jeu. Corollaire à cela, il note que la pression exercée sur des minorités musulmanes, en Bosnie, au Kosovo, au Cachemire, fait généralement l'objet d'une dénonciation « internationale » bien plus légère. Enfin, s'ébauchent ouvertement, selon lui – sur un plan international ou régional – des combinaisons anti-musulmanes telles qu'une coopération serbo-grecque dans les Balkans, un soutien occidental à l'Arménie face à l'Azerbaïdjan ; Israël qui arme l'Inde dans le Cachemire et Jirinovski qui appelle à une croisade anti-islam dans le Sud de la Russie. Et A. Davutoğlu de conclure que ce fondamentalisme anti-islam est aussi la raison principale du refus européen à une adhésion turque à l'UE. Les préventions des acteurs hégémoniques découlent en majorité moins d'une menace réelle élaborée par un front musulman qui viserait à accéder au pouvoir mondial que d'un non-règlement – interne à chaque ancien bloc – des tensions avec les marges musulmanes, vis-à-vis desquelles ils ont alors conjointement développé un anti-islamisme global.

Une autre considération faite par A. Davutoğlu, sur laquelle nous reviendrons, est le fait que les trois régions retenues par l'analyse touchent aussi de près ou de loin au fait turc, et à travers une

dimension autrefois ottomane avec laquelle la Turquie conserve des liens (Balkans, Caucase), et à travers une turcité ethnique même lointaine, avec laquelle la Turquie s'est découverte des affinités, en tous cas avec laquelle des contacts ont été créés dès les indépendances de l'Asie centrale en 1991.

En conclusion, le grand désordre actuel des relations internationales est lié à la géopolitique et à la géo-économie. C'est par rapport à ces deux dimensions que les conflits menacent d'éclater ou éclatent, dans les pays les plus sensibles sur ces deux registres, d'abord en regard du vide laissé sur ces régions par la fin d'un contrôle bipolaire, puis par les convoitises qu'exercent les ressources de ces régions en termes de géo-économie internationale. Et Huntington, qui au départ parle de civilisation en finit par des recommandations stratégiques pratiques en vue de précipiter le clash, prioritairement contre l'islam, pour mieux conforter les Occidentaux dans la perspective du contrôle de ces zones. Alors que ce qui, pour A. Davutoğlu, caractérise le nouvel ordre international est qu'il est devenu multi-polaire et que toute volonté d'y instaurer des équilibres doit prendre en compte cette pluri-dimensionnalité.

b – Réévaluation de la place de la Turquie

Des considérations stratégiques antérieures résulte une réévaluation de la place d'une Turquie sortie de la Guerre froide en phase avec une logique multi-dimensionnelle, et désireuse de se situer dans la mondialisation. Aux yeux de A. Davutoğlu, le pays est naturellement porté à la multi-polarité qui caractérise désormais un monde « global ». Par sa géographie et son histoire, il est situé aux carrefours de civilisations et par son essor actuel et sa dynamique propre, il devient un « pivot » (*pivotal state*¹¹) car il est au cœur de dynamiques nouvelles qui fondent le « global ».

Comme on l'a compris, la Turquie, pays relégué autrefois dans un rôle de clôture orientale du dispositif atlantique, mais qui relayait également vers l'Orient le schéma d'extension du *containment* (CENTO), est un des éléments caractéristiques du *rimland*, rompu à la logique « d'entre-deux », voire de relais, d'autant plus polyvalent qu'il intervient autant sur le continental que sur le maritime. Cette donnée géographique est doublée par sa situation de carrefour entre plusieurs dimensions géostratégiques ou géopolitiques qui correspondent à des concepts plus globaux en termes de civilisationnel ou d'inter-civilisationnel : elle est située à la frange de deux continents (asiatique et

¹¹ Idée reprise aux États-Unis par l'ancien agent CIA, devenu expert du Moyen-Orient, Graham Fuller, *The New Turkish Republic : Turkey as Pivotal State in the Muslim World*, Washington, US Institute of Peace Press, 2008

européen), à la fois proche de l'Europe et proche de la poudrière du Proche et Moyen-Orient, dans une place ouvrant aussi désormais à des flux nord-sud (débouché de l'Asie centrale, de la mer Noire). La Turquie est en même temps une frange assez poreuse et elle-même diversifiée, entre deux blocs confessionnels (islam et chrétienté).

En outre, elle a des liens vivants et concrets, historiques ou actuels, autant avec chacun des anciens pôles du bipolaire (États-Unis, Russie) qu'avec les nouveaux pôles, au-delà même des points de divergence ou de fracture entre ces mondes. Elle est un partenaire actif du monde occidental et européen, à travers la sédimentation de liens parfois fortement institutionnalisés¹², sur des registres aussi diversifiés que le politique, le stratégique, l'économique, le juridique, etc. Sa situation de « pont » lui conserve aussi des liens vivants avec l'Orient, commerciaux ou culturels, qui d'ailleurs reviennent sur le devant de l'actualité. Elle a aussi depuis 1991 tissé des liens avec le monde caucasien et surtout un monde turc longtemps délaissé de l'Asie centrale. Également sise à la frange de deux modes de développement économique (industrialisé, capitaliste libéral, ouvert à la mondialisation, d'une part ; et sous-développé, avec une économie rentière pré-industrielle, d'autre part), la Turquie profite des échanges générés par cette proximité. Et, forte de bilans économiques croissant régulièrement depuis 2002 – et apparemment relativement abrités de la crise ambiante – elle veut s'apparenter de plus en plus à la nouvelle catégorie des États émergents, Chine, Brésil, avec lesquels elle multiplie les relations, même si elle ne fait pas officiellement partie des BRICS.

Précision complémentaire, la Turquie est non seulement un pays du *rimland* pourvu de nombreuses qualités/capacités, mais, sur le continent asiatique, entre Chine et Russie, A. Davutoğlu la présente comme la seule puissance consistante qui puisse avoir, *via* la turcité, une influence sur le vide de l'Asie centrale, c'est à dire directement aussi en prise avec le *heartland*¹³.

À certaines notions – dont la dénomination précéda parfois la venue aux responsabilités politiques de A. Davutoğlu mais qu'il reprend à son compte¹⁴ – celui-ci ajoute la prise en considération d'une dimension historique (la notion controversée de néo-ottomanisme¹⁵). Selon celle-ci la Turquie a correspondu à un centre politique, culturel ottoman vers lequel ont convergé, durant des siècles,

¹² Présence de la Turquie au sein de l'OTAN, Union Européenne, OCDE (Agit), Organisation de la Conférence Islamique, ECO (Eurasie, Turquie, Iran, Pakistan + Asie centrale + Afghanistan soit ancien CENTO + RCD), Marché commun de la mer Noire (Karadeniz Ekonomik İşbirliği, 1992), Developing 8 (États musulmans), G 20, ONU (membre non permanent du Conseil de sécurité), Politique Économique internationale ; et, actuellement en discussion, l'octroi d'un siège au FMI.

¹³ Aucune mention, dans cette argumentation, n'est faite de l'Iran.

¹⁴ Celle d'une Turquie, pays intermédiaire entre l'Europe et l'Asie, introduite dans les années 1980 par T. Özal, sous-tendue déjà par une volonté de « diplomatie active », celle de B. Ecevit, d'une « politique régionale » de bonnes relations là où elle ne serait pas dépendante des relations tissées avec les Occidentaux, théorisée plus largement, entre 1997 et 2001, par I. Cem autour de l'appellation « d'Eurasie » (I. Cem, *Turkey and the New Century*, Nicosia, Rustem, 2001).

¹⁵ A. Davutoğlu en parle lui-même dans son livre *Stratejik Derinlik* (p. 85) en l'attribuant aux efforts positifs de T. Özal, mais dont il réfute l'appellation pour lui-même, bien que celle-ci lui soit communément attribuée : "I reject the concept of neo-ottomanism. But I say that Ottoman history and also our republican history, the former bipolar world, these are permanent parameters that cannot be changed. They are an essential part of Turkish identity" in "Principles of Turkish Foreign Policy, an address by H. E Foreign Minister of Turkey Ahmet Davutoğlu", SETA Foundations's Washington DC branch, 8 déc. 2009, (version *on-line*, <http://www.setav.org/ups/dosya/14808.pdf>).

nombre d'actes politiques, d'attentes, de responsabilités, ayant encore des conséquences visibles et concrètes, et conférant à ce pays une sorte de force d'attraction que sa santé politique et économique renforce. Il note par exemple que la majorité des populations albanaise, bosniaque, kurde ou encore tchéchène réside aujourd'hui en Turquie – ce qu'il désigne par le terme *anatolized* – conférant indirectement à ce pays une capacité, sinon de décision, du moins d'influence. De toute façon, toute initiative turque a déjà des conséquences internes directes, au moins en termes électoraux. La Turquie a donc non seulement des liens culturels, linguistiques, religieux mais aussi une familiarité historique dans les trois directions mises en relief par l'analyse stratégique, à savoir les Balkans, le Caucase et l'Asie centrale¹⁶. Et il n'est pas interdit de penser que ces liens puissent un jour, à l'instar ou dans le souvenir d'un épisode ottoman, se renouer.

Autre élément d'analyse introduit par A. Davutoğlu, la Turquie est aussi présentement forte de la récupération manifeste de sa *self-perception*, notion importante que nous expliquons un peu plus loin. Ayant donné ses voix à l'AKP actuellement au pouvoir, avec un empressement croissant tout au long d'élections successives (2002, 2004, 2007, 2009, 2011), la société turque montre qu'elle a rompu avec un kémalisme qui, en plus d'être politiquement bloqué, ne lui convenait plus (entendons ici principalement la dimension laïque); elle lui préfère majoritairement et au contraire des tendances publiquement proclamées, un retour vers des valeurs anciennes, traditionnelles, appréciées à l'aune de la religion, qui réaffirment une dimension culturelle et morale que la période laïque avait reléguée au rang de passéisme. Cette capacité à résister aux influences des autres civilisations est ce que A. Davutoğlu appelle la *self-perception* qui permet l'émergence d'un prototype civilisationnel.

Ainsi, forte des convergences qu'histoire et géographie nourrissent, forte de bilans actuels brillants, harmonisant tradition et modernité, la Turquie n'est donc plus seulement une puissance régionale, elle s'inscrit de fait dans un schéma multi-régional, au carrefour de dimensions culturelles diversifiées, en passe donc et en capacité d'être active à un niveau global. Elle acquiert ainsi, dans un monde désormais multi-polaire, « une centralité mondiale », dotée comme d'autres « centres globaux » d'importance historique et civilisationnelle, de la capacité de proposer, bien au-delà de la « fin de l'histoire », une alternative à la monopolisation uni-culturelle de la démocratie libérale occidentale (entendue aussi comme capitaliste) et ainsi d'articuler sa propre destinée¹⁷.

¹⁶ Dans son livre, *Stratejik Derinlik* (p. 328), A. Davutoğlu propose de regarder l'état réel des relations en faisant abstraction des frontières existantes, pour mesurer les équilibres globaux et régionaux.

¹⁷ "Turkey is in a central position to guarantee that the river of history finds its correct course. I always say Turkey is the litmus test of globalization. Our success by means of the east-west, north-south relationship and by means of socio-cultural and economic crises will

Sa situation géostratégique se voit reconfigurée, dans l'analyse de A. Davutoğlu, par la prise en compte de paramètres nouveaux. La Turquie ne se positionne plus seulement désormais face à sept voisins nominaux mais par rapport à douze voisins réels plus ou moins lointains mais directs, dont huit, la majorité, sont non musulmans. Elle positionne ainsi la Turquie dans un environnement continental proche, composé des Balkans, du Caucase et du Proche-Orient, dans un environnement maritime proche composé de la mer Noire, de la Méditerranée orientale (dans laquelle on identifie non seulement l'Égée mais aussi Chypre), du golfe Persique et de la mer Caspienne. Cinq fleuves sont aussi pris en compte : Amou Daria, Danube, Nil, Euphrate et Tigre. Elle distingue enfin un bassin continental proche situé à la charnière de l'Europe, de l'Afrique du Nord, de l'Asie méridionale, de l'Asie centrale et orientale ; autant d'éléments qui eurent certes un rôle dans la Guerre froide mais qui, reconfigurés, peuvent en trouver un autre dans un nouvel ordre international.

À cette polyvalence « naturelle » de la Turquie s'ajoutent des atouts concrets : une démographie importante qui essaime ; une économie croissante (la 15^e ou 16^e au niveau mondial et la 6^e ou 7^e au niveau européen qui lui permet de se fixer le but d'accéder au 10^e rang mondial à l'horizon 2023¹⁸, centenaire de la fondation de la République), le contrôle de 80 % des ressources hydriques du Proche-Orient, un réseau croissant de pipe-lines, gazoducs qui entremêlent et ajoutent les uns aux autres les flux est-ouest et les flux nord-sud, très près de l'Europe. Une diplomatie en extension et des liens reconstitués vers des espaces de circulation font aussi partie de ses avantages.

À partir de là, plusieurs combinaisons que l'on trouve dans le discours des nouveaux dirigeants deviennent possibles. Il y a concurremment l'idée d'un plan Marshall vers le Proche-Orient, à l'instar des États-Unis qui ont financé la reconstruction de l'Europe occidentale et ont coordonné cette aide. On trouve aussi exprimée l'idée de la barrière, de ligne de front comme la frontière allemande, face à l'URSS, frontière qui fut un rempart, un filtre, une prévention mais aussi un instrument de pacification¹⁹ (on doit se demander ici quel est le danger entrevu : l'islam, l'Iran, les flux migratoires?). Avec pour objectif de créer un ordre régional à travers les rapprochements effectués, on trouve aussi mention du processus de réconciliation entre l'Allemagne et la France d'où est sortie l'aventure européenne, ce qui concernerait non seulement le Proche-Orient mais aussi la frontière gréco-turque ou arméno-turque. Enfin, les dirigeants turcs parlent souvent d'un espace Schengen qui

provide for the success of globalization. Our failure will drag globalization into a fault zone that may trigger a deep clash" in "Philosophical depth: a scholarly talk with the Turkish foreign Minister" in *Turkish Review* vol. 1, n° 1, oct.-nov. 2010, p. 66.

¹⁸ "2023, zum 100 Jahrestag der Republikgründung wird die Türkei EU-Mitglied sein, in Frieden mit allen ihren Nachbarn leben und zu den 10 grössten Volkswirtschaften der Welt gehören", cité dans G. Höhler, "Ahmet Davutoglu Porträt: Visionärer Diplomat", *Frankfurter Rundschau*, 6 janvier 2010.

¹⁹ H. Bağcı cité par J. W. Walker, "Learning Strategic Depth: Implications of Turkey's New Foreign Policy Doctrine", *Insight Turkey*, Juil. 2007, note 9.

reste à créer²⁰ au bénéfice d'une zone de prospérité et de développement et pour lequel des mesures de libre-circulation des hommes et des biens commerciaux sont déjà en vigueur.

c – Une diplomatie redéfinie

Aujourd'hui, le monde et l'évolution se caractérisent par un nouveau contexte qui appelle à la définition de nouveaux paramètres et à la promotion d'une action commune, concertée entre tous les acteurs d'un espace désormais global²¹. Ce monde nouveau est marqué par la nécessité d'un renouvellement des concepts et des normes, notamment en termes d'écologie, de biologie, en termes de respect des individus et forcément de la pluralité, d'où la conclusion de la nécessité d'une mobilisation à atouts multiples. A l'appui, cette sentence attribuée conjointement à J. Monnet et à F. Braudel : « unité dans la diversité », entendue comme soulignant l'importance de la pluralité.

Il s'agit dorénavant d'associer le particulier, le régional et le mondial, d'associer aussi le politique, l'économique et le culturel, à partir d'ensembles circonscrits mais conçus comme définitivement inter-actifs et libérés des anciennes coupures Est-Ouest, Nord-Sud. Il s'agit donc de concevoir et de promouvoir une diplomatie « globale », une économie « globale », une culture « globale », acceptable pour tous et pour chacun et où la liberté soit inaliénable.

Avec la rigueur qui le caractérise, A. Davutoğlu ordonne sa pensée selon trois principes méthodologiques et cinq principes opératifs destinés à esquisser une diplomatie élaborée à l'aune des enjeux « globaux ».

²⁰ « AB içerisinde Schengen denilen bir olay oluyor da, 27'ye yakın ülke birbirini rahatlıkla gezebiliyorsa, birbirine rahatlıkla gidip gelebiliyorsa, biz niçin birbirimize rahat rahat gidip gelebileceğimiz bir sistemi oluşturamıyoruz onun için anlatıyorum. Böyle bir mekanizmayı kendi aramızda niçin kuramıyoruz onu anlatmak istiyorum. Hem 'biz birbirimizin kardeşiyiz' diyeceğiz, hem aramızda engeller koyacağız. Hem bizim tarihimiz, kültürümüz, medeniyetimiz bir diyeceğiz hem aramıza mesafeler inşa edeceğiz. Bunu kabul etmemiz mümkün değil" – « Dans le cadre de l'UE, un fait existe aussi, si on veut aller tranquillement visiter un de ses 27 proches voisins, si on veut tranquillement se rendre chez l'un d'eux ; nous, pourquoi ne mettons-nous pas en place un système où nous pourrions très tranquillement aller chez l'un d'entre nous, c'est pour cela que j'en parle. Pourquoi ne pouvons-nous pas fonder entre nous un tel système, cela je veux l'expliquer. D'un côté, nous disons que nous sommes tous des frères, de l'autre, nous posons entre nous des obstacles. D'un côté, nous disons notre histoire, notre culture, notre civilisation est une, de l'autre, nous édifions des failles entre nous. Cela n'est pas acceptable », "Erdoğan'a İslam Dünyası Mümtaz Şahsiyet Ödülü", *Radikal* (version on-line, <http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalDetayV3&Date=10.1.2011&ArticleID=1035984&CategoryID=81>), 10 janvier 2011 (traduction de l'auteur)

²¹ A. Davutoğlu emploie même le mot de « réintégration » : „Doch allzuerst geht es um Gegenseitigkeit der politischen Willensbildung (....) Unser wichtiges Anliegen hierbei ist 'Reintegration'. Wenn man sich nur auf Risiken und imaginäre Bedrohungsszenarien konzentriert, wird man überall nur Gefahren erkennen. Diese Szenarien versuchen wir zu beseitigen und stattdessen die 'Reintegration', das heisst die Kooperation mit den Staaten der Region, zu fördern“ in A. Karabat, „Wir sorgen für eine Balance in der Nahostpolitik“, 2010, <http://de.qantara.de/Wir-sorgen-fuer-eine-Balance-in-der-Nahostpolitik/5255c5327i1p90/index.html>.

Trois principes (ou approches) méthodologiques

Il faut d'abord une diplomatie visionnaire, c'est à dire fonctionnant sur une vision à long terme, dépassant la simple gestion et l'événementiel, munie d'outils tels que l'anticipation, la médiation, et orientée prioritairement vers la paix, et non vers la crise. Une vision diplomatique large qui soit mise au service de l'équation suivante : le multiculturel et la stabilité ; qui sache aussi tenir compte des acquis de l'histoire. Par exemple, il faut à la Turquie développer une vision globale du Moyen-Orient, et non une politique spécifique mais close sur l'Iran ou sur le PKK, dissociée des contextes. Il faut savoir envisager un Proche-Orient multiple, intégrant autant Israël que la Russie, avec aussi une solution globale pour la question de l'eau, et, enfin, une approche multi-culturelle des Balkans qui tienne compte de la pluralité locale et sache lui aménager un espace de reconnaissance.

À cette diplomatie visionnaire, il faut ensuite savoir donner une formulation consistante, systématique et cohérente, marquée par une continuité dans le temps et une coordination des accomplissements sur les différents espaces ou niveaux d'intervention diplomatique²². Ici, mention est faite à la continuité gouvernementale de l'AKP et à celle de l'inspiration diplomatique, depuis 2003, puisque Davutoğlu, avant de devenir ministre des affaires étrangères, était déjà conseiller diplomatique du Premier ministre. À ces considérations s'ajoutent la mise en contact et la coordination des différents espaces d'intervention ainsi que la mise en articulation des différentes dimensions de la diplomatie, par exemple le bilatéral coordonné avec le multilatéral, et le local et le régional coordonnés avec le global.

Enfin, il faut une diplomatie renouvelée, enrichie de nouveaux concepts, armée d'une nouvelle langue (le parler vrai, sincère), d'un nouveau personnel (rajeunissement des diplomates) dont le nouveau style se fonde essentiellement sur le *soft power*²³, autrement dit l'attractivité exercée sur une région par une puissance (la Turquie) vers laquelle on regarde, que l'on vient consulter, et dont les actes servent d'exemples voire de modèles. Ce qui implique, au départ, la particularisation et la localisation des problèmes, une connaissance parfaite des contextes locaux et particuliers, acquise dans un rapport bilatéral mais immédiatement combinable au niveau mondial. La Turquie doit-elle pour cela renoncer au *hard power* (force militaire, technologie) ? Non, mais il lui faut préférer la

²² "Turkey's vision for the Middle East is not in opposition to its approach in Central Asia or in the Balkans; our approach to Africa is no different from our approach to Asia. Turkey is also actively trying to improve relations with nearby countries like Greece, Iraq, the Russian Federation and Syria".

A. Davutoğlu, "Turkey's Zero-Problems Foreign Policy", 20 Mai 2010, (version *on line*, http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/05/20/turkeys_zero_problems_foreign_policy).

²³ "In one word I will call it 'soft power'. Today, Turkey is using more soft power than hard power. Twenty-thirty years ago we didn't have this. This is something new. Is this compatible with EU values? Why did the EU emerge? Because the EU emerged in a context of hard and soft power in the Second World War." in "Principles on Turkish Foreign Policy, an adress by H. E Foreign Minister of Turkey Ahmet Davutoğlu", SETA Foundations's Washington DC branch, *op. cit.*

négociation, le consensus, la prise de participation vers des réalisations communes dans un espace de plus en plus partagé. Davutoğlu prône la conviction plus que la force, avec l'idée que tout repose sur la confiance (l'exemple qui vaut ici est celui des relations avec la Syrie, tout du moins avant la crise de 2011).

Cinq principes opérationnels

À ces trois approches en termes de méthode s'articulent cinq principes opérationnels, qui ont fait la célébrité du message d'A. Davutoğlu.

Le premier est celui d'un équilibre (*balance*) entre sécurité et liberté, les deux valeurs les plus dynamiques du développement des peuples. Ces deux valeurs sont indissociables car on n'a pas l'efficacité de l'une sans l'autre ; la liberté sans la sécurité risque d'engendrer le désordre ; à l'inverse, le surcroît de sécurité ouvre facilement la voie à l'autoritarisme (argumentation très prégnante chez A. Davutoğlu, et globalement dans les milieux AKP, qui eurent à souffrir des interventions militaires successives et surtout du coup d'État *soft* de février 1997). Ce n'est que par la démocratie (critères de Copenhague proclamés par les responsables turcs en 2002 « critères d'Ankara ») que l'on peut atteindre la sécurité extérieure et intérieure (la dimension intérieure faisant bien sûr partiellement écho, ici, à la question kurde). À l'époque d'une communication transnationale, la solution ne se trouve pas dans la guerre mais « dans un triangle de liberté, sécurité et prospérité ».

« Zéro problèmes avec les voisins » est devenue la formule célèbre de A. Davutoğlu. Certes, les disputes et les désaccords sont inéluctables, surtout entre voisins, et ne doivent pas être ignorés, mais doit immédiatement s'imposer la recherche de solutions, de compromis dans le dialogue. On doit s'efforcer de changer sa perception du voisin, du voisinage, car il s'agit au final de raisonner dans la perspective d'un destin souvent partagé. C'est ici l'occasion d'un retour à l'adage de Mustafa Kemal « *Memlekette suhl, Cihanda suhl* »²⁴. Ne plus revivre aujourd'hui, dans un morcellement des relations tel qu'inspiré par la Guerre froide où la Turquie se retrouvait fractionnée, en position délicate sur chacune de ses frontières, ou par les 30 ans de guerre dans les Balkans. Faire le compte des voisins chrétiens et des voisins musulmans, arbitrer avec eux (cf. Arménie). Importance de l'économie, des accords, de l'interpénétration, de la circulation (sans visa) à travers les espaces et les connexions que créent ces circulations. La libre circulation, partiellement mise en vigueur avec les voisins arabes, est ainsi conçue comme rapidement extensible à la Russie.

²⁴ « Paix dans le pays et paix dans le monde »

Une diplomatie « *proactive and pre-emptive* » qui permette d'anticiper les conflits avant qu'ils atteignent un point critique, de s'entremettre immédiatement, de proposer un cadre de médiation aux termes des demandeurs. C'est le cas d'une médiation turque entre Israël et Syrie, même si, au même moment, Ehud Olmert promettait à Ankara et déclenchait l'opération *Plomb durci*. C'est aussi ce qui présida à l'initiative d'A. Gül de préparer un accord avec l'Arménie. À plus long terme, c'est à ce chapitre que s'agrègent les idées de dialogue politique, d'intégration voire d'interdépendance économique, et, enfin, de coexistence multiculturelle.

Une diplomatie multidimensionnelle, compatible avec les relations globales. Pas de diplomaties « faites » pour les uns ou pour les autres (pas de camp ou de pôle), pas de diplomaties alternatives qui ne seraient pas cohérentes entre elles, où certains interlocuteurs vaudraient comme compensation à d'autres. Ainsi, pas de diplomatie « arabe » de la Turquie opposable à sa diplomatie « européenne » ou « américaine » : A. Davutoğlu prône ici une compatibilité entre tous les horizons et les niveaux respectifs de l'action diplomatique. C'est un exercice précis du « pivot » qui n'est plus un *stand by* dépendant des grandes puissances, mais qui initialise des médiations et se tient dans une disponibilité permanente.

Enfin, une diplomatie *rhythmic* qui signifie une présence turque active dans tous les forums, toutes les instances internationales, ONU, FMI, G20, Ligue des États arabes, participant ou simple observateur, ouverture sur tous les points cardinaux (Afrique et Amérique Latine : avec la création de 18 ambassades nouvelles). Un exemple de cette conception est, en mai 2011, le Forum des pays les moins développés tenu à Istanbul, sous les auspices de l'ONU et où la Turquie se présente comme une voix forte contre les injustices²⁵.

Illustrative est, à ce niveau, l'idée d'un nouveau *design* du ministère des Affaires étrangères. Le ministre propose un personnel rajeuni et diversifié (embauche de juristes, psychologues, historiens, experts sociaux, voire du personnel religieux) avec des ambassadeurs nommés à partir de 35 ans ; un fonctionnement décentralisé avec des bureaux installés dans des métropoles régionales – de préférence périphériques, le cas emblématique de Diyarbakir en est un exemple – pour permettre la création de zones spécifiques d'échange à partir de continuités culturelles ou commerciales transfrontalières souvent bloquées par les limites « nationales » et les bureaucraties qui en agitent le

²⁵ « Nous sommes la voix de la conscience globale. » A. Davutoğlu à *Yeni Şafak*, le 5 mai 2011.

spectre²⁶ ; permettre aux initiatives et communautés locales de se mobiliser et d'en faire remonter les bénéfiques vers le centre pour ainsi être prises en compte (Erzurum plus près de Bakou, Artvin de Batoumi, Diyarbakir et Erbil, Mardin et Mossoul, Urfa et Alep, Antep et Kirkouk)²⁷. Des relations inter-étatiques qui seraient donc en quelque sorte *boostées* par les initiatives des communautés humaines. Sans doute faut-il ainsi implicitement inclure la politique de création d'agences d'initiatives régionales, à l'instar des formations régionales européennes NUTS.

Dernière considération, la diplomatie ainsi remodelée se présente en outre comme établie en accord avec l'évolution interne et la demande populaire. Elle se veut inscrite dans une approbation de base de l'opinion publique interne ce qui la légitime *ipso facto* (le cas le plus évident est la sensibilité populaire au sort de la Palestine et le refus assez général d'un accord militaire entre la Turquie et Israël, qui s'exprima dans une ovation populaire à Erdoğan, lors de son « *One Minute...* » à Davos, en janvier 2009). Et de fait, le gouvernement AKP la met en scène lors des bilans qu'il propose aux votes populaires.

2 – L'APPROCHE PHILOSOPHIQUE

Il est instructif de savoir qu'en complément du volet stratégique pourtant fort détaillé, A. Davutoğlu avait prévu de rédiger une approche « philosophique » traitant plus largement, en termes culturels, des civilisations²⁸. C'est là que l'on comprend qu'un lien a pu s'établir, même sous forme de réaction, avec le clash des civilisations de Huntington, car la réflexion semble reposer sur des bases semblables. On retrouve ici une réflexion construite autour de concepts précis.

a – *Self-perception*

L'auteur part d'un constat fondamental : une civilisation ne s'élabore pas à partir de sa construction sociale (*l'asabiyya* d'Ibn Khaldun, ou autre) mais à partir de l'auto-perception que, derrière cette

²⁶ L'idée est ici que, si les politiques et les bureaucrates n'arrivent pas à tisser des liens entre les pays voisins, on doit pouvoir y arriver à partir des populations et des opinions publiques en établissant des contacts frontaliers et tout ce qui les favorise.

²⁷ "For instance, the construction of highways and railways was accelerated to remove the issue of geographic barriers, and legislation was introduced to facilitate visa procedures in an attempt to improve commercial ties and ensure that people can travel freely and are able to participate in cultural exchange." in M. Yilmaz "Conceptual Framework of Turkish Foreign Policy in the AK Party Era" *Turkish Review*, Vol 1, n° 1, oct.-nov. 2010, p. 69.

²⁸ "A. Davutoğlu had planned to publish a series of four books. The second book of the series would be 'Philosophical Depth' and it would be followed by 'Historical Depth' and 'Cultural depth'. Introduction à l'article "Philosophical depth: a scholarly talk with the Turkish foreign Minister." in *Turkish Review*, Vol. 1 n° 1, oct.-nov. 2010, p. 63.

construction, se font de leur mode de vie, de leurs valeurs et référents moraux, les individus qui se sont regroupés en communautés, pour former ensuite une civilisation. Cette auto-perception, qui peut être individuelle, devient en processus collectif une *Weltanschauung* (conception idéologique du monde) à partir de laquelle une communauté développe une civilisation, avec deux préoccupations dominantes : la sécurité et la liberté. Donc, le processus de fond est, selon A. Davutoğlu, moins sociologique que psychologique.

Cette *self-perception* est elle-même complexe car connectée au *Lebenswelt* (terme emprunté à E. Husserl, le « monde de la vie » est l'expérience subjective que nous avons et continuons à avoir du monde dans lequel nous vivons), et c'est de cette articulation qu'elle tire toute son interrogation épistémologique et qu'elle façonne/construit ensuite le monde dans lequel elle va vivre et qui va la caractériser. Ainsi, les civilisations qui gardent toujours le lien avec leur *self-perception* et son articulation avec le *Lebenswelt* survivent, voire se ressourcent à chaque nouvelle étape/mutation tandis que d'autres déclinent ou bien ont des problèmes d'identité, car leur auto-perception est décalée par rapport à la réalité.

A. Davutoğlu propose une typologie des modèles de civilisation où il distingue 5 prototypes d'auto-perception²⁹.

Une *self-perception, strong* et rigide, celle du monde occidental, définie par une *Weltanschauung* compréhensive et cohérente, capable de produire de vastes systèmes philosophiques mais qui tend peu à peu à se concevoir comme une exclusivité, se promeut dans une forme d'hégémonie et développe un pouvoir auto-centré. Celui-ci finit par vivre en vase clos, progressivement occupé de sa propre perpétuation, oubliant en cela de se renouveler. C'est le cas de l'Occident contemporain.

Une *self-perception, strong* mais flexible, telle que celle du monde islamique. Elle donne accès à l'ouverture par la compréhension et la cohérence, mais elle permet une perméabilité plus grande aux influences étrangères, une ouverture vers l'altérité et vers la pluralité. Il est très facile, souligne A. Davutoğlu, d'infiltrer une société musulmane, et l'Empire ottoman est un bon exemple de la pluralité des confessions (voir le système des *millets*). La tendance à l'hégémonisme s'efface au profit d'une recherche de coexistence et d'une large interpénétration culturelle, linguistique, ethnique. Il s'agit de civilisations qui ont conquis des espaces géographiques où elles ont proclamé leur domination mais de manière flexible (islam, Empire ottoman).

²⁹ A. Taşkapu, , "A key text to understanding the mindset of the architect of the new foreign policy: civilizational self-perception", Turkish Review, Vol. 1, n° 1, oct.-nov. 2010, pp. 118-123.

Une forme *strong* mais locale, fermée sur elle-même et en conséquence exclusive, telle la Chine. Mais, à la différence du type occidental, celle-ci n'a pas la prétention d'universaliser ses catégories.

Une forme faible et rigide, car émanant d'un monde d'expérience limité, rigide, militaire, répressif, exclusif. Ce sont des civilisations brèves, des dynamiques nomades, avec une autorité centrée, tel l'Empire mongol, mais qui se délite face aux civilisations qui les hébergent.

Une dernière forme faible et flexible, celle d'un monde d'expérience local et non-renouvelé que la flexibilité ouvre au contact d'autres civilisations qui finissent par les subjuguier : les Indiens d'Amérique, les Aborigènes d'Australie.

De là, des civilisations dominées ou dominantes, et parmi ces dernières, certaines finissant par s'éroder quand d'autres se montrent plus adaptables.

b – Alternatives paradigmatiques

Une distinction fondamentale existe, pour A. Davutoğlu, en outre, entre chrétienté et islam, à ramener à une distinction forte dans leur auto-perception, à savoir que la première se définit par une *proximité ontologique* alors que la seconde le fait par une *hiérarchie ontologique*³⁰.

La chrétienté, mais aussi la mythologie grecque et la religion hindoue se définissent par une *proximité ontologique* en ce sens qu'elles situent Dieu, l'Homme et la Nature sur un même niveau ontologique (de l'être), avec des formes intermédiaires ou médiatrices entre les trois mondes (Jésus, fils de Dieu, l'Avatar - incarnations de Vichnou - de la religion hindoue, le demi-dieu et l'anthropomorphisme de la mythologie grecque ou latine), intermédiations qui modulent ensuite la structure sociale évaluée à partir du degré de proximité avec Dieu : le clergé, les castes et la proximité des autres représentations. Le résultat en est une compréhension centrée du monde.

Dans l'islam, il n'y a pas de proximité, mais une *hiérarchie ontologique* tendant vers l'unité (*tahwid*) sans lien concret, ni passage, de l'Homme à Dieu, d'où une tendance à l'égalité de tous les hommes face à Dieu, sans hiérarchisation sociale de type occidental. C'est à partir d'une autre auto-perception que s'élabore la construction sociale. Historiquement la force de l'islam fut ensuite, à partir du

³⁰ Ontologie : partie de la métaphysique qui s'applique à l'être en tant qu'être et tente de le questionner en tant que tel.

monothéisme qui a structuré son auto-perception initiale, de rencontrer d'autres civilisations autour de lui, de conquérir leurs territoires mais d'en recevoir aussi les enrichissements qu'il a su et pu ensuite adopter et adapter (Grèce, Mésopotamie, Perse, Inde, Chine, etc.). À noter qu'un autre environnement aux débuts de l'islam (africain par exemple) n'aurait certainement pas été aussi porteur pour le développement de la civilisation islamique. Il n'y a donc pas une seule mouture de l'auto-perception mais plusieurs, successives et cumulatives : Avéroès critique Al Ghazali qui lui-même critique les philosophes grecs, et tout cela procède pourtant d'un ensemble islamique.

Globalement, Davutoğlu raisonne en termes de civilisations, voire d'empires, entre lesquels il n'y a pas forcément de clash, car ils s'interpénètrent et se fécondent mutuellement. Une première rencontre de l'islam avec l'Occident (hellénique) fut fructueuse, la deuxième rencontre, coloniale, fut défavorable mais porteuse d'évolutions. Une nouvelle rencontre peut donc redevenir bénéfique, construite sur de nouveaux schémas. C'est ce que Davutoğlu nomme les alternatives paradigmatiques. Les civilisations ont des destinées particulières, les civilisations se succèdent à travers l'Histoire, elles procèdent parfois à des types (parcellaires) de globalisation, s'épuisent, s'éclipsent voire disparaissent selon leur degré d'évolution, leurs compétences et la force de leur auto-perception, soit entrent en résistance. Au contraire d'une fin de l'Histoire avec alignement sur les catégories hégémoniques occidentales ou d'un clash des civilisations, il y a bien plutôt rencontre et alternance des civilisations, dans une évolution cyclique avec, temporairement, la supériorité d'une parmi ces civilisations. Celle de l'islam et de sa splendeur sur la Méditerranée médiévale, reprise plus tard et adaptée par les Ottomans, celle de la modernité occidentale, évidente depuis les cités marchandes jusqu'au XIX^e en passant par les Lumières, etc. Mais aujourd'hui, l'Occident trébuche, son apogée tend à remplacer ses paradigmes culturels par des paradigmes politiques et institutionnels « dominants » qui fixent les choses, bâtissent un exclusivisme des valeurs et mobilisent l'énergie dans la perpétuation des valeurs : hégémonie, politiques exclusives, présence rigide, autoritarisme, valeurs qui se veulent universelles alors qu'elles sont en réalité sélectives (ce que Davutoğlu nomme le *double standard*) et finissent par se décrédibiliser aux yeux de l'évolution. Le déclin en forme d'illusion auto-centrée.

Établissant une différenciation plus précise des civilisations chrétienne et islamique, Davutoğlu utilise, en perspective comparative, six assertions empruntées à Johan Galtung, sociologue norvégien, forgées par celui-ci pour définir la mentalité occidentale, à partir des notions d'espace, de temps, du savoir, de la relation de l'Homme à la nature, à Dieu et aux autres hommes. Davutoğlu y découvre des distinguos significatifs. Là où l'Occident se figure comme un espace central bordé d'une périphérie (ce qui explique autant la colonisation, que les migrations du XIX^e siècle, et que

l'exploitation économique actuelle du tiers-monde), l'islam évolue pour sa part dans l'idée de l'unité (*tawhid*) de Dieu autour duquel s'ordonne la nature comme espace de l'existence de sa créature, d'où une plus grande flexibilité des musulmans à vivre pacifiquement la coexistence. De cette vision occidental-centrée naît précisément le « double standard », à savoir la différence d'applicabilité de la loi entre les États occidentaux et non-occidentaux. Pour sa part, le monde de l'islam ne connaît pas cette distinction entre un centre et une périphérie, notion qui, justement, disparaît dans une globalisation « authentique ». Là où le temps est linéaire pour les Occidentaux, dans un trajet unidirectionnel essentiellement tourné vers le futur et sa version optimiste du progrès – le vecteur déterminant du futur figure au sein de la civilisation occidentale – il est pour les musulmans un absolu statique, en partie parcouru, en partie à parcourir, sur lequel ils n'ont pas prise et où seule la fin en est inéluctable, le cours des choses ne relevant pas d'une linéarité prédéterminée. Aucune civilisation n'y est donnée définitivement dominante. Pour ce qui est du savoir, le refus dogmatique de l'Occident médiéval d'une approche rationnelle et la réaction « scientifique-séculière » qui s'en suivit, donne au savoir occidental une approche unilatérale qui se concentre avec les Lumières dans une triade exclusive faite de raison/sciences/progrès. Il est conçu comme uni-dimensionnel, focalisé contre l'obscurantisme, propice aux conflits avec d'autres civilisations et aux conflits sociaux. Dans l'islam, au contraire, le savoir vient du texte sacré du Coran, analysé avec des instruments linguistiques objectifs et sans déboucher sur une quelconque sacralisation, même réactive, de son institutionnalisation. Dans ce sens, l'épistémologie religieuse ne fut pas un discours anti-scientifique et l'épistémologie scientifique ne fut pas nécessairement anti-religieuse.

La quatrième assertion concerne la relation de l'Homme à la nature où celui-ci, en Occident, estime qu'il est au-dessus de la nature et que celle-ci peut être exploitée par lui, ce qui conduit à un épuisement continu des ressources. À cela, l'islam oppose l'idée d'une nature offerte comme présent à l'Homme par Dieu, dans une relation existentielle entre nature et homme où ce dernier prend conscience du devoir de la protéger. La relation de l'Homme à Dieu, en Occident, place Dieu/l'idéologie/le principe au-dessus de l'Homme, dans une relation hiérarchique où une métaphore s'est peu à peu opérée de Dieu à l'État, toujours à la recherche de l'Homme parfait. Dans l'islam, aucune structure n'est en mesure de définir la relation de l'Homme à Dieu. L'auto-perception de l'Homme ne peut se réaliser indépendamment de sa perception de Dieu. Ainsi, sans aucune médiation, le croyant sent sa proximité avec Dieu et en même temps se lie à sa glorification, ce qui paraît contradictoire aux Occidentaux et est une des plus grandes réussites en islam. Enfin, la relation de l'Homme à l'Homme en Occident peut s'exprimer dans le propos que certains sont plus égaux que d'autres même si l'Occident a promu l'égalité comme valeur supérieure. Ceci est sensible à la somme des pouvoirs que l'Occident tente de monopoliser, au service de sa souveraineté. En islam, la

soumission de chacun à Dieu ne permet pas l'affirmation d'une supériorité car toute matière doit être traitée en regard du principe de base. D'un côté, occidental, la sécularisation du savoir et de la société³¹, de l'autre, musulman, une hiérarchie épistémologique et une hiérarchisation du savoir. Dans cette comparaison, A. Davutoğlu stigmatise l'illusion auto-centrée de l'Occident envers sa propre civilisation et les problèmes que cela engendre sur le système international.

Aujourd'hui, alors que l'Occident trébuche, que l'on traverse une période sans doute chaotique³², au moment où manifestation d'anciens mondes se réveillent (Inde, Chine), là où l'on doit élaborer un saut intellectuel, produire de nouvelles éthiques, ce dont le monde occidental ne paraît plus capable, l'islam peut se trouver dans un moment d'ouverture et de rencontre bénéfique s'il veut bien considérer cet aspect des choses. Pour sa part, la Turquie, portée par une mondialisation cette fois « trans-géographique », réagissant, dans son adhésion à l'AKP, contre les exagérations du kémalisme et ses travers d'assimilation, retrouve ses valeurs islamiques, autrement dit montre sa capacité d'affirmer son auto-perception mais aussi de la renouveler, se découvre un avenir nouveau. Elle montre que l'on peut être moderne sans être occidental, que, sans pour autant tendre vers l'assimilation, on est capable de concevoir des projets alternatifs.

3 – Quelques remarques critiques

Le but et les modalités de cette présentation ne laissent pas de place à une réflexion critique sur le modèle diplomatique proposé par A. Davutoğlu. Nous aimerions néanmoins indiquer quelques points à propos desquels nous nous interrogeons et qui nous semblent des pistes que pourrait suivre une approche critique de ce texte.

Trois remarques s'imposent.

La première consiste à noter la force de déclenchement réactif provoquée par les ouvrages de Fukuyama et de Huntington, sans que les concepts même de ces études ne soient réellement remis

³¹ "Such ontological proximity necessarily leads to an image of the semi-divine being as an intermediary ontological category. The divine character of Christ and its immanence in the Christian Church provided an ontological-theological justification for the special mission and status of the clerical class. These were then transformed into an intellectual and political control mechanism led by the clergy throughout the medieval centuries. All difference was then necessarily heresy. Secularization can be seen as a process towards egalitarianism through its elimination of the semi-divine ontological category of the clergy. But as a consequence of ontological proximity this category continued in secular form". A. Davutoğlu, "Philosophical and Institutional dimensions of secularization" in A. Tamimiand, J. Esposito (ed.), *Islam and Secularism in the Middle East*, London, Hurst and Company, 2000, pp.178-179.

³² "Chaos will produce crises and crises will provide us a new zone of ethics in which we need to make an intellectual leap (...). We need new biological ethics, new ecological ethics. This means we need new foundational classics that will open a new paradigmatic era." in K. Balci, "Philosophical depth..." *op.cit.*, p. 63.

en question. Ce n'est pas le fait que l'Islam soit isolé des autres civilisations, et leur soit opposé comme une référence différente qui fait réagir A. Davutoğlu mais le fait qu'il soit stigmatisé comme une des sources probables de conflictualité. Autrement dit, une essentialisation de l'Islam comme des autres cultures, et leur commune mise en opposition – ou leur opposabilité – ne choque pas le penseur. Ce qui le choque est que cette civilisation soit connotée négativement par rapport aux autres. A. Davutoğlu y réagit en proposant que la différenciation peut mener à l'intercompréhension et donc à l'alliance (voir le projet hispano-turc du dialogue des civilisations), autrement dit à une particularisation de chaque culture par rapport aux autres, ce qui relève plus du vœu que de la démonstration.

Le deuxième point est qu'une évaluation des types civilisationnels essentiellement faite à partir d'exemples d'empires (ou impériaux) s'accorde mal avec la pluralité ethno-linguistico-confessionnelle, mise en avant dans le regain de conflictualité des années 1990, et par ailleurs prise en considération dans l'analyse du Proche-Orient. On se demande, en effet, dans quelle mesure des pouvoirs politiques « impériaux » sont sensibles à une pluralité sociale avec laquelle ils négocient assez peu les termes de leur pouvoir, même si l'on admet facilement qu'un empire est une structure beaucoup plus élastique, justement parce que moins regardante envers les groupes sociaux qui le composent. Ce qui étonne aussi, à l'époque des États-nations, est l'oubli dans cette analyse de la prépondérance de cette forme d'organisation étatique dans une évaluation des types de pouvoir politique. On pourrait dire de même de l'incompatibilité possible entre le fait de se réclamer d'une démocratie attentive aux particularités sociales et une approche d'empire.

Enfin, troisième remarque, c'est la non interrogation de la notion de géopolitique – telle qu'initialement conçu – sur laquelle toute la théorie et le schéma général de différenciation géographique sont échafaudés. Or, il apparaît que cette notion, souvent discutée, relève en partie d'un contexte historique précis (justement, l'idée d'essor élaborée par l'Allemagne de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle sous le thème du *Lebensraum*) réfléchissant souvent des concurrences impériales voire impérialistes et couvrant parfois des velléités expansionnistes. C'est une notion qui, dans ce contexte, peut fonctionner sur des généralisations, à partir de simplifications ou d'oublis, pour permettre des « assimilations » que d'autres perspectives historiques, politiques, culturelles ou sociologiques ne permettraient pas. Comment peut-on utiliser cette notion dans une absence totale d'hégémonisme dans la mesure où l'hégémonisme semble sa raison d'être ? C'est là que le rappel d'une capacité impériale de la Turquie devient troublant. ■

BIBLIOGRAPHIE

- “Ahmet Davutoğlu, Turkey's foreign minister talks about how the region has rediscovered its sense of possessing a common destiny”, *Al Jazeera Forum*, 13 mars 2011 (aljazeera.net).
- K. Balci, "Philosophical depth: A scholarly talk with the Turkish foreign Minister", *Turkish Review*, Vol. 1, n° 1, oct-nov 2010, Istanbul, pp. 58-67.
- I. Cem, *Turkey and the New Century*, Nicosia, Rustem, 2001.
- Y. Danial Mohd, "Davutoğlu's Paradigm, Winkel's Epistemé, and Political Science in Malaysia", *Asian journal of Social Science*, vol. 35, 2007, pp. 6-18.
- A. Davutoğlu, *Alternative Paradigmas, the Impact of Islamic and Western Weltanschauungen on Political Theories*, University Press of America, 1993.
- A. Davutoğlu, *Civilizational Transformation and the Muslim World*, Selangor, Mahir Publications, 1994.
- A. Davutoğlu, "The Clash of Interests: an Explanation of the World (Dis)Order", *Journal Of International Affairs*, vol. 2, n° 4, dec. 1997-jan 1998.
- A. Davutoğlu, *Stratejik Derinlik*, Istanbul, Küre Yay. 2001.
- "Principles on Turkish Foreign Policy, an adress by H. E Foreign Minister of Turkey Ahmet Davutoğlu", SETA Foundations's Washington DC branch, 8 déc. 2009, (version *on-line*, <http://www.setav.org/ups/dosya/14808.pdf>).
- A. Davutoğlu, "Turkey's Zero-Problems Foreign Policy", 20 Mai 2010, (version *on line*, http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/05/20/turkeys_zero_problems_foreign_policy).
- A. Davutoğlu, "Turkish Foreign Policy and the EU in 2010", *Turkish Policy Quarterly*, vol. 8, n° 3, 2010.
- "Principles of Turkish Foreign Policy, an adress by H. E Ahmet Davutoğlu, Minister of Foreign Affairs of Turkey", Washington DC, The Brookings Institution, lundi 20 nov. 2010.
- I. Grigoriadis, "The Davutoğlu Doctrine and Turkish Foreign Policy", *Working Paper 8/2010*, Middle Eastern Studies Programme, avril 2010.
- A. Gül, "Turkey's Role in a Changing Middle East Environment", *Mediterranean Quarterly*, vol. 15, n° 1, hiver 2004.
- A. Taşkapu, , "A key text to understanding the mindset of the architect of the new foreign policy: civilizational self-perception", *Turkish Review*, Vol. 1, n° 1, oct.-nov. 2010, pp. 118-123.
- Ö. Taşpınar, "Turkey's Middle East Policies", *Carnegie Papers*, n° 10, sept. 2008.

- J. Walker, "Learning Strategic Depth: Implications of Turkey's New Foreign Policy Doctrine", *Insight Turkey*, juil. 2007.
- „Wir sorgen für eine Balance in der Nahostpolitik“, Interview mit dem türkischen Aussenminister Ahmet Davutoğlu, (<http://en.qantara.de/>)

UNE NOUVELLE DIPLOMATIE TURQUE

Présentation critique de la doctrine Davutoğlu à partir de son livre, Profondeur stratégique, et de quelques autres textes

Par Gérard GROC / Chercheur associé à l'IREMAM/CNRS, spécialiste de la Turquie contemporaine, chargé de cours à l'IEP et à la Faculté de Lettres d'Aix-en-Provence

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE

Observatoire dirigé par Didier Billion, directeur des publications de l'IRIS

dbillion@iris-france.org

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

iris@iris-france.org

www.iris-france.org

www.affaires-strategiques.info